



Colloque RINOS Aix-en-Provence
6-7 Juillet 2007

**Les investissements internationaux du « Sud »
Reconnexion ? Déconnexion ? Ou nouvelles connexions ?**
(version préliminaire)

Pierre BERTHAUD

Maître de conférences

LEPIL, UMR CNRS et Université Pierre Mendès France de Grenoble 2

Pierre.berthaud@upmf-grenoble.fr

Il aura fallu attendre que les pays du « Sud » renoncent aux stratégies préconisées par les partisans de la déconnexion et de ses diverses variantes (comme la préconisation d'un Nouvel Ordre Économique International) pour que s'amorce effectivement le processus d'intégration « Sud-Sud » que visaient précisément ces stratégies.

L'essor du commerce et de l'investissement « Sud-Sud » depuis le début de ce siècle ne semble en effet rien devoir à un projet collectif des pays en développement (ou même d'une partie d'entre eux). Les pays qui contribuent le plus à cette dynamique d'intégration économique (des pays d'Asie orientale) sont au demeurant parmi ceux qui ont le moins cherché à la promouvoir. Le processus qui s'amorce s'explique en définitive beaucoup mieux par des facteurs qu'on qualifiera de « naturels » comme ceux qui sont mis en évidence par les modèles à équation gravitationnelle, à savoir, pour les plus déterminants d'entre eux : la masse des économies (combinaison de leur taille et de leur niveau de développement) et la distance qui les sépare. Ces déterminants « naturels » n'auraient certes pas pu déployer tous leurs effets d'intégration si les pays du « Sud » n'avaient pas fait le choix de libéraliser leurs relations extérieures à partir des années 1980 (ouverture du compte courant et du compte de capital). Mais on conviendra que les politiques de libéralisation ne sont pas celles qu'entendaient promouvoir les partisans de la déconnexion. L'amorce d'intégration des économies du « Sud » que l'on observe aujourd'hui ne résulte ni de la mise en œuvre des préconisations des partisans de la déconnexion (comme Samir Amin) ni même de la mise en œuvre d'une quelconque stratégie de déconnexion.

L'essor du commerce et de l'investissement des pays du Sud que décrivent les rapports récents de la CnuCED [2004, 2006] est en réalité le fait d'un nombre réduit de pays en développement dont la masse économique s'est très considérablement accrue au cours des vingt dernières années. Il s'agit des nouvelles économies émergentes de l'Asie de l'Est et tout particulièrement des « trois Chines » (Chine, Hong Kong et Taïwan) et de Singapour (dont on sait qu'elle héberge une très importante communauté chinoise). L'essor constaté recouvre en effet des contributions très inégales de la part des pays en développement. Si aucune région du monde en développement n'échappe à cette dynamique d'intégration et à ses effets, les pays d'Asie orientale en sont les seuls véritables moteurs. Les transactions économiques internationales de ce noyau de pays expliquent non seulement la plus grande part de l'intégration « Sud-Sud », mais aussi celle de la région asiatique (intégration régionale) et celle qui s'amorce entre cette région et les économies développées d'Asie (le Japon), d'Europe et d'Amérique du Nord (intégration « Sud-Nord »). En définitive, les amorces d'intégration « Sud-Sud » et « Sud-Nord » que décrivent les statistiques de la CnuCED apparaissent comme un effet induit du seul véritable processus d'intégration « naturelle » en

profondeur qui ait cours dans le monde en développement : celui de la région est-asiatique. L'intégration est-asiatique exerce ses effets bien au-delà de la région et participe d'une (amorce de) recomposition de l'ensemble des structures du commerce et de l'investissement international qui le doit beaucoup plus à la masse économique des économies concernées et à leur (relative) proximité géographique qu'à tout autre catégorie de facteurs.

Si le processus en cours ne répond en rien à des stratégies de déconnexion (du « Sud » vis-à-vis du « Nord »), il ne semble pas non plus correspondre à un schéma de reconnexion — en tout cas, si on entend par là, la poursuite de stratégies symétriques d'arrimage du « Sud » au « Nord ». La vision globale que dessinent les statistiques du commerce et de l'investissement international est plutôt celle d'un processus d'intégration naturelle en Asie orientale (au sens des modèles de gravité et de la définition de Krugman), processus qui ne doit pas grand-chose aux projets institutionnels régionalistes qui se développent parallèlement dans cette région, mais un processus dont les effets d'entraînement se manifestent aussi bien sur le reste du « Sud » que sur les relations « Nord-Sud » et un processus d'intégration dont le caractère naturel pourrait à l'avenir atténué la coloration régionale sans pour autant faire obstacle aux projets régionalistes des pays concernés.

L'objet de cette contribution est de décrire les contours de ce processus d'intégration naturelle est-asiatique et les effets de recomposition qu'il exerce à l'échelle de l'économie mondiale. On le fait ici au regard des seules tendances de l'investissement international et en nous appuyant sur les données fournies à ce sujet par le World Investment Report (WIR) de la Cnuccd et en focalisant, comme y invite la dernière livraison du WIR [Cnuccd : 2006] sur les investissements directs extérieurs (IDE) des pays en développement dans le reste du monde (investissements « Sud-Sud » et investissement « Sud-Nord »). Cet angle d'attaque par les investissements du « Sud » dans le reste du monde n'a pas d'autre justification que celle d'une (relative) originalité par rapport aux nombreuses études qui focalisent leur attention sur les seules données du commerce international et/ou sur les investissements des pays du Nord dans les pays du Sud. Les tendances qui se dessinent semblent par ailleurs recouper très largement celles que décrivent les statistiques du commerce international.

Les données rassemblées par la Cnuccd sur l'investissement international présentent des limites bien connues qui réduisent la portée et la précision de l'exercice. Ces limites sont liées à la collecte des informations, à leur qualité, à leur homogénéité et à leur agrégation, mais également à l'existence à l'échelle internationale de pratiques et de stratégies nationales (comme celles des *centres financiers off-shore* par exemple) qui obscurcissent considérablement l'interprétation. D'autres limites tiennent aussi au fait que le WIR ne permet pas d'aller dans le détail de la géographie des investissements. En particulier, il n'est pas possible, sur la base de ce seul type de rapport, de dessiner par exemple la répartition par pays ou même par grandes zones des IDE de Hong Kong ou de la Chine. Le WIR ne fournit que des données globales agrégées par grandes catégories de pays (pays développés, pays en développement¹, pays de la Communauté des États indépendants). Ces diverses restrictions limitent considérablement la portée de l'exercice. Mais la vision globale qu'apporte le WIR est, à notre connaissance, la seule qui permette de conserver une vue d'ensemble sur le processus étudié et ainsi de permettre de le relativiser.

¹ Pays en développement dans la désignation Cnuccd ou pays du « Sud » pour reprendre les termes de l'appel à communication du colloque.

Nous commençons par décrire l'émergence du « Sud » en tant que terre d'origine d'investissements internationaux (I). On s'interroge ensuite sur la réalité de « l'investissement Sud-Sud » (II) avant d'envisager l'hypothèse d'une régionalisation « naturelle » des investissements asiatiques (III)

I.- L'émergence du Sud comme investisseur

La dernière livraison du WIR [Cnuced : 2006] porte le sous-titre : « *FDI from developing and transition economies : implications for development* ». Le rapport entend ainsi attirer l'attention sur une tendance émergente : l'accroissement absolu et relatif des IDE originaires d'autres pays que les économies les plus avancées. On ne s'arrêtera pas sur les investissements des « économies en transition ». Un simple examen des données sur les stocks d'IDE détenus par cette catégorie de pays (pour l'essentiel les économies de la Communauté des États Indépendants depuis que nombre de PECO ont rejoint l'Union européenne) suffit pour constater que i) leur part reste modeste (guère plus de 1 % du stock mondial en 2005) et ii) la Fédération de Russie y occupe une part écrasante (95 % en 2005). L'essor des IDE en provenance des pays en développement (149 pays dans la nomenclature de la Cnuced) est plus substantiel.

**Tableau 1. Répartition des IDE par région et par pays, 1980 – 2005
(pourcentages)**

Régions/ Pays	Stock d'IDE détenus par le pays / la région			
	1980	1990	2000	2005
Pays développés	87,3	91,7	86,2	86,9
– Union européenne	37,2	45,2	47,1	51,3
– Japon	3,4	11,2	4,3	3,6
– États-Unis	37,7	24,0	20,3	19,2
Pays en développement	12,7	8,3	13,5	11,9
– Afrique	1,3	1,1	0,7	0,5
– Amérique latine et Caraïbes	8,5	3,4	3,3	3,2
– CEI et sud est de l'Europe	...	0,01	0,3	1,2
– Asie et Océanie	2,9	3,8	9,5	8,2
Monde	100,0	100,0	100,0	100,0

Régions/ Pays	Flux d'IDE sortant du pays/ de la région			
	1978-1980	1988-1990	1998-2000	2003-2005
Pays développés	97,0	93,1	90,4	85,8
– Union européenne	44,8	50,6	64,4	54,6
– Japon	4,9	19,7	2,6	4,9
– États-Unis	39,7	13,6	15,9	15,7
Pays en développement	3,0	6,9	9,4	12,3
– Afrique	1,0	0,4	0,2	0,2
– Amérique latine et Caraïbes	1,1	1,0	4,1	3,5
– CEI et sud est de l'Europe	...	0,01	0,2	1,8
– Asie et Océanie	0,9	5,6	5,1	8,6
Monde	100,0	100,0	100,0	100,0

Le tableau 1 retrace une étrange évolution puisque l'accroissement de la part des pays en développement comme terres d'origine des flux d'investissements internationaux (qui quadruple en 25 ans) ne se traduit pas par un accroissement de la part des pays en développement dans la répartition des stocks sortants d'IDE. Comment expliquer cette différence² ? La première explication tient à la relative autonomie des flux et des stocks dans les méthodes d'enregistrement de la Cnuced. Sans entamer ici une longue discussion sur les méthodes d'évaluation de ces grandeurs, on doit quand même retenir de la méthodologie

² Outre le fait que les données sur les flux reproduites ici ne fournissent des indications que sur la moitié des années de la période.

CnuCED qu'elle prend en compte la revalorisation du stock de capital au cours du temps — et que cet effet a été particulièrement fort au cours des vingt-cinq dernières années. La seconde explication tient aux effets de volume et aux effets temporels : les IDE des pays développés sont en flux comme en stocks d'un montant très largement supérieur à ceux des pays en développement. En 2005, la valeur des stocks d'IDE détenus par les pays développés est de 9 272 milliards de dollars. La valeur équivalente pour les pays en développement est plus de 7 fois inférieure (1273 milliards de dollars). Cette disproportion n'explique pas toute la différence, mais elle permet de comprendre qu'au rythme d'accroissement de la part des pays en développement dans les flux d'IDE (plus 3 % par décennie environ), il faudrait encore de très nombreuses années pour que la part des pays en développement dans les stocks rejoigne celle de pays développés.

L'indication la plus intéressante pour notre propos tient à la recombinaison des flux et des stocks par région ou par pays. Pour s'en tenir aux seuls pays en développement, on voit que l'Asie-Océanie est la seule région dont la part progresse substantiellement sur la période en stocks (multiplication par 2, 8 en 25 ans) et plus encore en flux (multiplication par 9, 5). Cet essor de l'Asie (l'Océanie ne suivant en fait pas la même dynamique) comme terre d'origine d'IDE contraste avec le recul de l'Amérique latine (sur les stocks) et avec la stagnation de la position de l'Afrique.

On observera que la part de l'Asie en développement dans les stocks d'IDE est en 2005 2,3 fois supérieure à celle du Japon (le seul pays développé de la région dans la nomenclature de la CnuCED) alors qu'elle lui était inférieure en 1980.

Des données un peu plus détaillées permettent de mieux visualiser la position centrale de l'Asie en développement. En 2005, près de 60 % du stock des IDE des pays en développement sont le fait de six économies d'Asie orientale (Chine, Hong Kong, Corée du Sud, Macao, Province chinoise de Taïwan, Singapour) dont une seule (la république de Corée) n'appartient pas à la sphère de l'économie chinoise. Hong Kong qui continue d'être enregistré comme une entité économique à part entière malgré sa rétrocession à la Chine en 1997 se situe en 2005 au sixième rang mondial (devant le Japon par exemple). Avec 470, 6 milliards de dollars de stock d'IDE, Hong Kong réalise à lui seul plus du 1/3 du stock des IDE des pays en développement.

Sans surprise, l'émergence du « Sud » comme terre d'origine d'IDE (et par conséquent comme terre d'origine de firmes multinationales) se réduit en fait à l'émergence d'une vaste économie chinoise dans laquelle, le poids de la Chine continentale est encore très réduit par rapport à celui de Hong Kong³, Taïwan et Singapour (tableau 2)

³ Des études ciblées montrent qu'une partie importante de l'investissement à l'étranger de Hong Kong (estimée à 27 % en 2004 par le bureau des statistiques chinois) transite par des centres financiers off-shore (comme les Îles vierges). La CnuCED qualifie ces opérations de *trans-shipping of investments* (CnuCED : 2006, encadré p. 12-13). Il faudrait aussi pouvoir tenir compte des possibilités de *round-tripping of investments*, des opérations par lesquelles des fonds sont transférés de Hong Kong vers la Chine (ou inversement) pour y bénéficier de régimes fiscaux avantageux et reviennent dans leur économie d'origine sous forme d'IDE. Des études estiment que 25 à 50 % des IDE effectués en Chine suivent ce type de canaux (en provenance de Hong Kong et d'ailleurs) (CnuCED : 2006, encadré p. 12).

**Tableau 2. Ventilation par économie des IDE « chinois » dans le monde
1990 – 2005 (en milliards de dollars) (en % du total de l'Asie*)**

économie		Stock d'IDE détenus		
		1990	2000	2005
Chine	valeur	4,4	27,8	46,3
	%	6,5	4,5	5,3
Hong Kong, Chine	valeur	11,9	388,4	470,6
	%	17,4	63,2	53,9
Taiwan, Province chinoise	valeur	30,4	66,7	97,3
	%	44,6	10,9	11,1
Singapour	valeur	7,8	56,8	110,9
	%	11,4	9,2	12,7
Total « Chines »	valeur	54,5	539,7	725,1
		79,9	87,8	83,0

(*) 40 « pays »

L'effet de recomposition massif qui survient au cours des années 1990 entre Taiwan et Hong Kong suite à la rétrocession de ce dernier à la Chine, n'empêche pas le groupe des économies chinoises de conserver une part écrasante et relativement stable sur la période.

II.– L'essor de l'IDE « Sud-Sud » est-il un artifice ?

On peut lire dans la préface du WIR 2006 que « l'IDE Sud-Sud s'est accru particulièrement vite au cours des 15 dernières années. Les flux d'investissements effectués par les pays en développement et les économies en transition (en excluant ceux des centres financiers off-shore) sont passés de 4 milliards de dollars en 1985 à 61 milliards de dollars en 2004, la plus grande part étant destinée à ces mêmes économies. En fait, les IDE entre ces économies sont passés de 2 milliards de dollars (1985) à 60 milliards de dollars (2004). Étant donné que les économies en transition comptent pour une part très limitée de ces transactions, cette estimation peut être prise comme une approximation de l'ampleur de l'IDE Sud-Sud » [Cnuccd : 2006, p. XXIV]. Les IDE « Sud-Sud » (en flux) ont donc été multipliés par 30 en une vingtaine d'années — une augmentation environ 2,4 fois plus rapide que celle des flux globaux d'IDE sur la même période⁴ (cf. tableau 3).

Tableau 3. Quelques ordres de grandeur sur les IDE « Sud-Sud »

	1985	2004
1) Flux d'IDE « Sud-Sud » (en milliards de dollars)	2	60
dont flux intra-asiatiques (en pourcentage)	nd	80
2) Flux d'IDE « Sud-Sud » en % des flux mondiaux	3,6	8,5

Cet essor des IDE « Sud-Sud » doit être relativisé. D'une part, Les flux d'IDE « Sud-Sud » en 2004 ne représentent encore que 8,5 % des flux globaux d'IDE. La structure des IDE mondiaux reste donc très largement dominée par les flux « Nord-Nord » puis par les flux « Nord-Sud » (les flux « Sud-Nord » demeurant, malgré leur augmentation des dernières

⁴ Cette estimation est une approximation tirée de la comparaison des données fournies par le WIR 1993 (qui donne une estimation des flux moyens annuels sur la période 1981 – 1986) et le WIR 2006 (pour les données de 2004).

années une composante marginale de l'investissement international). D'autre part, ces IDE « Sud-Sud » sont pour une part essentielle des flux intra-asiatiques (environ 80 % du total), le reste se répartissant en flux inter-régionaux de l'Asie vers l'Afrique⁵ puis de l'Amérique latine et des Caraïbes vers l'Asie. Les flux inter-régionaux de l'Asie vers l'Amérique latine sont modestes et ceux de l'Amérique latine vers l'Afrique sont négligeables [CnuCED : 2006, p. XXIV].

En somme, bien très dynamique depuis quelques années, l'investissement « Sud-Sud » demeure une composante mineure de l'investissement international et il est très nettement « biaisé » sur l'Asie orientale, et plus étroitement encore sur le groupe des économies chinoises. Comme on l'a dit précédemment, la répartition de ces investissements chinois (au sens large) dans le monde ne peut pas être décrite précisément à partir des données du WIR. On peut toutefois percevoir au travers d'indications fragmentaires que les flux majeurs se destinent aux autres économies chinoises (*cf.* carte p. 56 du WIR 2006, non reproduite ici), y compris via les canaux du *trans-shipping* et du *round shipping* (*cf.* note 3), le reste se destinant aux autres économies d'Asie et, depuis quelques années, aux économies des pays développés. Si l'investissement « chinois » (au sens large) en Amérique latine et en Afrique augmente au cours des années 2000, il ne progresse pas au même rythme que l'investissement chinois en Asie et vers les pays développés. À ce sujet, la vaste économie chinoise n'a pas le monopole des nouveaux investissements du « Sud » vers les économies du « Nord ». L'Inde (*Mittal Steel* par exemple) ou les Émirats Arabes Unis participent également de ce processus émergent. Mais l'investissement est-asiatique et particulièrement chinois forme une composante désormais forte de ce processus nouveau d'investissement « Sud-Nord ».

On se gardera de conclure que l'investissement « Sud-Sud » est un simple artifice. Les indications qui précèdent conduisent toutefois à insister sur le fait que cette tendance prend en réalité très largement appui sur l'émergence d'une large économie chinoise dont les statistiques nous révèlent qu'elle s'intègre sur elle-même en même temps qu'elle s'intègre à l'économie mondiale. Les données sur les sociétés transnationales le confirment. 77 des 100 plus grandes multinationales non financières basées dans les pays en développement sont asiatiques ; 64 sont issues de la grande économie chinoise et 40 sont issues de Hong Kong et Taïwan (CnuCED : 2006, p. 32). La grande Chine est aussi la terre d'origine de 3 des 5 firmes issues des pays en développement qui pointe dans le top 100 des plus grandes firmes mondiales : Hutchison (Hong Kong), Singtel (Singapour) et CITIC Group (Chine) (CnuCED : 2006, p. XXV).

III.- Intégration naturelle ?

Comment s'explique l'essor et la forte coloration régionale (en l'occurrence chinoise) de l'investissement « Sud-Sud » ? Quatre grandes catégories d'explications complémentaires peuvent être mobilisées pour avancer des éléments de réponse.

⁵ Le WIR 2006 consacre un encadré à l'IDE asiatique en Afrique (encadré II. 1. p. 43). Mais les indications chiffrées qui sont fournies sont trop parcimonieuses et sujettes à caution pour en inférer des conclusions véritablement utilisables. On retient toutefois i) que l'Afrique présente un intérêt croissant pour l'Asie depuis une dizaine d'années, ii) que les *leaders* asiatiques de l'investissement en Afrique sont l'Inde et la Malaisie (principalement dans le secteur manufacturier de l'Afrique du Sud et de Maurice, et dans le secteur pétrolier au Nigeria et en Algérie) suivis de la Corée du Sud, de la Chine et de Taïwan, iii) que les investissements chinois s'accompagnent de l'essor d'un très net renforcement de l'aide liée...

La première met l'accent sur l'influence des variables politiques et institutionnelles : la dynamique observée répondrait, sinon à de véritables plans de promotion des transactions « Sud-Sud », du moins à des impulsions données par les gouvernements à travers des mesures unilatérales (réforme des codes nationaux d'investissement, création d'agences nationales de promotion de l'investissement à l'étranger⁶), des mesures bilatérales et régionales (les Traités bilatéraux ou régionaux sur l'investissement, les traités de double taxation, voire les accords de libre échange) ou encore des mesures multilatérales (les négociation du Groupe des 77, le soutien de l'Agence multilatérale de garantie des investissements : MIGA⁷, etc.). Dans cette perspective, on est conduit, sur le cas spécifique de la Chine, à essayer de mesurer l'impact des politiques d'ouverture menées depuis la fin des années 1980 y compris dans le cadre de l'adhésion du pays à l'OMC et dans le cadre des négociations régionales ou bilatérales avec les autres pays. Cette piste d'explication est une de celles que privilégie la Cnuccd dans le WIR 2006 — en y consacrant toutefois des développements limités. En particulier, l'accroissement du nombre des traités internationaux sur l'investissement incorporant des clauses préférentielles (traités bilatéraux⁸, traités de double taxation, etc.) ne semble pas avoir un pouvoir explicatif fort sur l'orientation des investissements depuis le milieu des années 1990. Concernant la Chine, les mesures qui ont eu l'impact le plus significatif sont celles qui touchent aux relations avec Hong Kong depuis 1997.

La deuxième explication d'essence micro-économique met l'accent sur le profil de spécialisation des pays concernés. L'investissement « Sud-Sud » résulterait alors pour partie des avantages de coûts dont bénéficient les firmes transnationales asiatiques (en particulier) sur leurs concurrentes des pays développés. Dans ce sens, la Cnuccd observe que les firmes des pays en développement s'internationalisent plus que celles des pays développés dans les secteurs intensifs en main-d'œuvre. En creusant les différences de prix et de coûts entre les nations, la mondialisation fournirait aux firmes des pays en développement un avantage compétitif sur leurs concurrentes du Nord — que ce soit en direction des autres pays du Sud ou en direction des pays développés.

La troisième explication (d'essence macro-économique) se fonde sur l'accumulation d'excédents du compte courant et de réserve de liquidés en devises (notamment en dollars) qui poussent les pouvoirs publics des pays concernés à mobiliser ces ressources sous forme de prêts mais aussi d'investissements à l'étranger. Cette explication a l'avantage de bien correspondre à la situation des économies asiatiques — et de la Chine en premier lieu. À l'exemple du Japon au cours des années 1980, la Chine cumule des excédents croissants de sa balance des paiements qui l'encouragent — voire lui impose en vue de limiter les pressions inflationnistes internes — de mobiliser ses réserves pour financer des investissements à l'étranger (Cnuccd : 2006, encadré II. 7, p. 55). En 2005, les réserves en devise de la Chine ont atteint 819 milliards de dollars (l'équivalent de 37 % du PNB du pays). Ces réserves ont continué de s'accroître depuis pour devenir les plus importantes du monde en 2006 devant celles du Japon. Une part prédominante de ces réserves est libellée en dollar en dépit des efforts de diversification menés par les autorités chinoises. Le taux de rémunération relativement faible de ces actifs et les risques non négligeables qu'ils portent font de

⁶ Leur rôle est examiné dans le chapitre IV du WIR (p. 212 et suivantes)

⁷ Voir Cnuccd 2006 encadré VI. 10, p. 218.

⁸ En février 2006, la Chine avait conclu des traités bilatéraux sur l'investissement avec 116 pays et elle participait activement à de nombreux accords régionaux d'intégration incorporant des clauses préférentielles sur l'investissement (Cnuccd : 2006, p. 210, note a).

l'investissement à l'étranger un impératif pour le gouvernement chinois, le conduisant à adopter en 2000 une stratégie globale (*a going global strategy*) pour promouvoir l'implantation de filiales de firmes chinoises à l'étranger (CnuCED : 2006, encadré VI.4, p. 210). En l'espèce, cette explication complète la première dans la mesure où l'excédent de réserves aura joué un rôle décisif dans le lancement d'une stratégie nationale de promotion de l'investissement à l'étranger. Les mesures adoptées à cet effet sont très nombreuses et variées. Elles vont de la fourniture d'informations aux industriels sur les potentialités des pays étrangers par le Ministère du commerce à la réduction des mesures de contrôle des changes en passant par divers mécanismes de soutien et de garantie aux investissements y compris *via* des traités bilatéraux et régionaux et l'activisme de l'Export-Import Bank of China. Ce plan ne contient pour autant aucune mesure spécifique destinée à privilégier les investissements « Sud-Sud ».

La quatrième explication combine les éléments de la théorie du cycle de la balance des paiements avec les facteurs mis en évidence dans les modèles à équation gravitationnelle pour pointer sur le rôle des déterminants naturels de l'investissement international. Le WIR 2006 livre quelques éléments sur la portée de l'explication par le cycle de la balance des paiements en construisant une régression portant sur l'investissement net à l'étranger de 135 pays (stock des IDE sortants moins stock des IDE entrants) et leur niveau de développement mesuré par le PNB/habitant (CnuCED : 2006, figure IV. 1, p. 144). La régression valide globalement la théorie et permet indirectement de vérifier que l'essor des investissements du « Sud » (ainsi que les caractéristiques qu'il prend) procède sans surprise de la croissance et de l'élévation du niveau de vie des pays concernés. Le développement rapide du groupe des économies chinoises (suivant celui d'autres économies asiatiques) explique le caractère asiato-centré de l'investissement « Sud-Sud » ; il explique également en partie pourquoi l'essentiel des investissements « Sud-Nord » qui émergent depuis quelques années est le fait de ces mêmes pays.

Les modèles à équation gravitationnelle qui ont fait florès dans l'analyse du commerce international depuis le milieu des années 1990 (suite à l'article séminal de McCallum : 1995) permettent utilement de compléter cette analyse en introduisant en plus de la variable « niveau de développement », une variable taille de l'économie (estimée par le PIB du pays) et une variable distance entre les économies (mesurée par la distance physique entre les principaux foyers d'activités de ces économies). Comme l'ont montré certaines applications des modèles gravitationnels au cas de l'investissement (Helliwell : 1998), les déterminants de l'investissement international (croissance et structure) ne sont pas fondamentalement différents des déterminants du commerce. Aussi la taille des économies asiatiques (relativement à celle des autres pays en développement) et la distance relativement faible entre certaines d'entre elles (notamment les économies chinoises) peuvent contribuer à une explication par des facteurs naturels de l'essor de l'investissement « Sud-Sud » et des principaux contours structurels qu'il prend. D'autres facteurs mis en évidence par ces mêmes modèles gravitationnels (le fait ou non de partager une frontière commune, une ou plusieurs langues communes, un passé commun, etc.) renforcent encore cette image d'une dynamique naturelle de l'investissement asiatique.

Conclusion

Au début des années 1990, les travaux de Paul Krugman [1991] ont ouvert une vaste réflexion au sujet de la régionalisation naturelle de l'économie mondiale. Ces travaux se sont en pratique beaucoup plus intéressés au commerce qu'aux investissements. Mais les concepts et

outils forgés à cette occasion peuvent être transposés sans difficulté au contexte de l'investissement international. Suivant Krugman, on peut parler d'une zone d'intégration (régionale) naturelle si les transactions qui s'y développent se conforment à la carte des coûts de la distance (approximés par les coûts de transport) (Krugman : 1991). Inversement, une zone d'intégration sera considérée comme « non naturelle » ou « surnaturelle » (Frankel, Stein et Wei : 1998) si des mesures politiques (par exemple des accords régionaux préférentiels) viennent perturber l'effet des coûts de la distance et des autres déterminants naturels sur le commerce et l'investissement.

À l'aune de ces notions, nous concluons que l'essor récent des investissements du « Sud » décrit par la Cnuced (celui des investissements « Sud-Sud » mais aussi celui, plus neuf et plus limité encore des investissements « Sud-Nord ») suit globalement un profil de régionalisation naturelle, c'est-à-dire fonction principalement des quelques déterminants fondamentaux mis en évidence par les modèles gravitationnels (la masse des économies et la distance entre elles). On se gardera d'en déduire comme Krugman qu'il serait donc globalement bénéfique pour le monde. Mais ces premiers éléments qui pointent sur le rôle central d'un groupe d'économie chinoise suffisent pour suggérer qu'il n'y a pas de trace probante de projet de déconnexion (ou de reconnexion) dans ce processus. Ils conduisent également à envisager la possibilité pour l'avenir d'un seuil d'intégration de la région Asie : si les économies émergentes de la régions continuent de suivre le profil de développement qu'elle connaissent depuis les années 1990, et sous réserve qu'il n'y ait pas dans cette région un puissant mouvement de régionalisme (préférentiel), la structure du commerce et de l'investissement international de ces économies pourrait pencher plus nettement vers des transactions inter-régionales avec les pays d'Europe et d'Amérique du Nord (un effet de globalisation similaire à celui que connaissent les pays les plus avancés). L'essor de l'investissement « Sud-Sud » préfigurerait alors celui de l'investissement « Sud-Nord » jusqu'au point d'achever de retirer toute significations à ces catégories de « Sud » et de « Nord ».

Références citées

- Cnuced / Unctad [2006] *World Investment Report 2006. FDI from Developing and Transition Economies : Implications for Development*, United Nations Genève.
- Cnuced / Unctad [1993] *World Investment Report 1993. Transnational Corporations and Integrated International Production*, United Nations Genève.
- Cnuced / Unctad [2004] *New Geography of International Trade : South-South Cooperation in an Increasingly Interdependent World*, Genève, United Nations TD/404, june.
- Frankel Jeffrey A, Stein Ernesto and Wei Shang-Jin [1998] « Continental Trading Blocs : Are they Natural or Supernatural ? », in Jeffrey Frankel (ed) *The Regionalization of the World Economy*, Chicago, The University of Chicago Press, chap. 4.
- Helliwell John H. [1998] *How Much Do National Borders Matter ?*, Washington D.C., Brookings Institution.
- Krugman Paul [1991] « The Move toward Free-Trade Zones », Federal Reserve Bank of Kansas City, *Policy Implications of Trade and Currency Zones*, Kansas City : 7-42.
- McCallum John [1995] « National Borders Matter : Canada-US Regional Trade Patterns », *American Economic Review*, 41(3) : 581-89.